

Déclaration du GCAP sur la Journée internationale de la femme 2022

Mettre fin à la violence, à l'exclusion et à la discrimination à l'égard des femmes - #BreakTheBias

Le Global Call to Action Against Poverty (GCAP) exprime sa profonde inquiétude concernant la guerre en Ukraine et en particulier la sécurité et la survie des femmes et des filles en Ukraine, ainsi que dans tous les pays touchés par des conflits comme le Yémen, la Syrie et l'Afghanistan. Les femmes et les filles sont confrontées à la violence sexuelle et à plusieurs restrictions dans de nombreux pays, y compris la restriction au droit à l'éducation, dans un contexte de crise humanitaire ingérable. Les [Nations unies ont déjà prévenu](#) que la guerre en Ukraine obligera des millions de personnes à fuir leur foyer, ce qui augmentera le risque de violence à l'égard des femmes et des filles.

Impact de la COVID-19 :

Ces deux dernières années de pandémie de COVID-19 ont montré que les femmes et les filles ont été confrontées à de multiples discriminations, en particulier les femmes et les filles issues de groupes marginalisés comme les communautés indigènes, les communautés discriminées par le travail et l'ascendance (CDWD), les femmes âgées, les femmes handicapées et les femmes réfugiées. Ces discriminations, pendant et après la pandémie, se multiplient en raison de l'apathie des États, des préjugés culturels, de la perte de revenus et de la négligence familiale. La pandémie a plongé des centaines de millions de personnes, dont des femmes, dans la pauvreté, dévastant leur vie - et plus profondément celle des femmes issues de groupes marginalisés.

Le rapport mondial [Leave No Woman Behind](#) de GCAP a révélé la négligence, la discrimination et la violence dont sont victimes les femmes et les filles des groupes marginalisés lorsqu'elles veulent accéder aux mesures d'aide et aux avantages offerts par les gouvernements. Il s'agit notamment:

Des femmes Dalits ou issues de communautés discriminées du fait de leur travail et de leur ascendance (DWD), qui ont été confrontées à plusieurs restrictions lors de l'accès à l'aide gouvernementale dans le cadre des programmes de protection sociale, en raison, notamment, de l'absence de preuve d'identité ou par pure discrimination. Elles ont également été victimes d'agressions violentes pendant la pandémie.

Le féminicide est une forme extrême et mortelle de violence sexiste qui continue d'affecter des milliers de femmes et de filles dans le monde entier. La COVID-19 a entraîné une augmentation du nombre de féminicides de la France à Singapour. En Amérique latine et dans les Caraïbes, au moins 4 091 femmes ont été victimes de féminicides en 2020.

Des communautés autochtones qui ont été menacées par la COVID-19 à cause d'un accès limité aussi bien aux services de santé qu'à des informations dans leur langue maternelle sur



Global Call to Action Against Poverty

le virus ou encore aux programmes de secours. Les travailleuses migrantes autochtones d'Asie ont été particulièrement touchées par la perte de leur emploi; des situations de faim, de torture et de violence ont été signalées. L'État a également déplacé des populations, les éloignant de leurs terres pendant la pandémie. Les femmes indigènes et paysannes jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire de leur pays. Par exemple, en Amérique latine, sur les 58 millions de femmes vivant à la campagne, seules 30% possèdent des terres agricoles. Cela démontre une discrimination de genre qui rend les femmes paysannes et indigènes plus vulnérables aux expulsions et au manque d'accès à la terre.

Des pratiques d'exclusion similaires ont été observées à l'encontre des femmes réfugiées, des femmes handicapées et des femmes âgées.

Inégalité des vaccins :

Au cours de la campagne de vaccination, on a constaté de grandes inégalités dans l'accès aux vaccins entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud. La disponibilité des vaccins pour les pays à revenu faible et intermédiaire a été réduite en raison de la protection des droits intellectuels des vaccins COVID-19. Cette situation résulte de l'opposition à la dérogation ADPIC¹ par l'UE, le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres pays, ainsi que de l'accaparement des vaccins par les pays riches. Il n'est donc pas étonnant qu'[à peine 11 % de la population africaine soit](#) actuellement [vaccinée](#). Il n'existe pas de données fiables permettant d'établir une discrimination entre les sexes en matière de vaccination. Des observations empiriques suggèrent toutefois que les femmes des communautés marginalisées du monde entier rencontrent des obstacles pour accéder aux vaccins en raison de préjugés culturels, du manque de technologie et de la priorité accordée aux vaccins.

Recommandations :

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, GCAP formule les recommandations suivantes pour briser les préjugés :

1. Arrêtez la guerre en Ukraine et dans d'autres pays - non à la violence contre les femmes !
2. La pandémie de COVID-19 ne doit pas servir d'excuse à l'absence d'action en faveur des objectifs de développement durable (ODD).
3. Le développement de systèmes de protection sociale sensibles au genre est essentiel pour lutter contre la pauvreté des femmes et des filles. Cela nécessite un engagement financier à long terme en faveur de la protection sociale, notamment le Fonds mondial pour la protection sociale, afin de parvenir à une protection sociale pour tous en 2030.

¹ Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ou ADPIC - en [savoir plus](#)



Global Call to Action Against Poverty

Cette protection doit inclure toutes les femmes et être fondée sur la justice sociale, l'équité et le Droit, afin de garantir la résilience de toutes les communautés.

4. Nous demandons à tous les gouvernements de déclarer les vaccins COVID comme vaccins du peuple et d'en assurer l'accès universel et équitable. Pour y parvenir, nous demandons en particulier aux gouvernements de l'UE, du Royaume-Uni et de l'Allemagne de soutenir la renonciation aux ADPIC des vaccins, diagnostics et médicaments pour lutter contre la COVID-19 – et ce afin que toutes les femmes du monde entier puissent bénéficier de vaccins gratuits.
5. Les gouvernements devraient garantir des services de santé de base et la participation aux programmes de guérison qui soient exempts de discrimination, et veiller à ce que des données ventilées par âge, handicap, origine ethnique, lieu de résidence et statut de pauvreté soient disponibles pour assurer le suivi de ces engagements.
6. Les gouvernements doivent prendre des mesures spéciales pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes en mettant en place un mécanisme juridique approprié, une justice rapide et des sanctions exemplaires pour les agresseurs. Des mesures visant à sensibiliser les femmes et les hommes à l'empathie mutuelle joueront un rôle décisif dans la dissuasion de la violence à l'égard des femmes et des filles.
7. Tous les États doivent adhérer aux engagements en matière de droits de l'homme, adopter et adapter les politiques, lois, programmes et budgets en conséquence. Il s'agit notamment de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), de la Déclaration des droits des peuples autochtones et des conventions, protocoles et garanties de sécurité sociale dûment ratifiés de l'OIT concernant les travailleurs migrants, les peuples autochtones, la protection des salaires, les travailleurs domestiques, les dispositions relatives à la santé des travailleurs et le socle de protection sociale.

L'inégalité de genre est une forme perverse de discrimination qui mine l'identité et l'autonomie des femmes et les prive de leurs droits. À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2022, GCAP demande instamment aux États de mettre fin à la violence, à l'exclusion et à la discrimination à l'égard de toutes les femmes et les filles, et de parvenir enfin à l'égalité des sexes et à l'inclusion - **les droits des femmes sont des droits humains !**

Le **Global Call to Action Against Poverty (GCAP)** est un mouvement mondial composé de coalitions de la société civile dans 58 pays, avec 11 000 organisations membres et groupes d'intérêt. GCAP soutient les personnes dans leurs luttes pour la justice et rassemble les personnes et les organisations pour remettre en question les institutions et les processus qui perpétuent la pauvreté et les inégalités dans le monde, pour défendre et promouvoir les droits de l'homme, la justice entre les sexes, la justice sociale et la sécurité nécessaires à la dignité et à la paix de chacun.

www.gcap.global

Contact : info@gcap.global